

## L'ÉCOLE OBLIGATOIRE À PARTIR DE 3 ANS, OK. MAIS DANS CE CAS, DONNONS-LUI LES MOYENS DE SES AMBITIONS.



*proposé mon aide. La maîtresse, une jeune maîtresse, m'a regardé avec des yeux... L'air de dire : « Si seulement ! » La pauvre, elle n'y est pour rien. Elle a été propulsée là, certainement remplie de bonnes intentions, et maintenant, comme Ambre, elle doit se lever la boule au ventre.*

C'est un peu le même problème que la circulation dans Paris en ce moment. On limite à trente, on transforme des rues en pistes cyclables, on supprime des places de parking, bref, on veut botter les automobilistes hors de Paris, mais sans se donner les moyens d'une politique de transports efficace. Quand on prend des décisions, on les assume. On s'organise. On investit.

Je crois en l'école publique. Je veux y croire. Mais donnons-lui les moyens de

réussir, et, surtout, d'y faire réussir nos enfants. Une maîtresse, accueillant seule 30 enfants de petite section en dix minutes chaque matin, ce n'est pas se donner les moyens d'un bon départ. Ça ne met personne en confiance, ni les enfants, ni les parents, ni le personnel de l'établissement.

Alors, Jean-Michel Blanquer à quand une politique cohérente et réaliste pour nos petits ?

Papa Plume

*Une semaine. Cela fait une semaine que j'assiste au même cirque. Trente enfants (entre 2 ans et demi et trois ans, des bébés presque) massés dans le couloir devant la porte, hurlant, tous, je vous jure ils hurlent tous, certains accrochés au cou de leurs parents, d'autres aux portemanteaux, d'autres à leurs doudous, et, dans l'encadrement de la porte, une maîtresse, seule, essayant vainement de les faire entrer dans le calme.*

*Une seule maîtresse. Trente enfants. Deux ans et demi, trois ans. Le premier jour, elles étaient trois pour les accueillir, je ne sais pas où sont passées les deux autres. Ambre, qui se faisait une joie d'aller à l'école, refuse désormais de sortir de son lit le matin. En même temps, si mon bureau était peuplé de collègues en larmes se roulant au sol, je n'aurais pas non plus tellement envie d'y aller.*

*Ce matin, je suis resté un peu plus longtemps, j'ai même*

N°011

Mensuel Octobre 2021

# LE REVEIL CITOYEN

Rédaction, Administration : S. Alexandre

@ : [contact@lereveilcitoyen.fr](mailto:contact@lereveilcitoyen.fr)web: <https://lereveilcitoyen.fr>f : [lereveilcitoyen](https://www.facebook.com/lereveilcitoyen)

"l'ouverture d'esprit n'est pas une fracture du crâne"

## LE PASS SANITAIRE, JUSQU'À L'ÉTÉ 2022 ?



ARA

## Bunker et effondrement : une lubie de milliardaires ?

Si les survivalistes ont souvent été caricaturés dans les médias, à tort ou à raison, la question d'un effondrement de notre civilisation thermo-industrielle n'est pas pour le moins sérieuse. Plusieurs rapports et études scientifiques alertent l'humanité sur la possibilité d'une surchauffe prochaine de notre modèle de société basé sur la prédation des sols et la consommation à outrance.

Le rapport Meadows en 1972 ou encore l'étude scientifique intitulée "Les limites planétaires" (2009) faisaient déjà état d'un danger imminent pour l'humanité. La détérioration du climat, l'érosion de la biodiversité appelée également sixième extinction de masse, la pollution ou encore la modification des cycles biochimiques de l'azote et du phosphore pourraient rendre l'écosystème Terre moins sûr voire inhabitable pour la vie.

Le dernier rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) sorti en 2021 signale que la trajectoire actuelle du réchauffement de la Terre se situe entre 4 et 5°C par rapport à l'ère préindustrielle pour 2100. Un scénario catastrophe qui pourrait rendre la Terre invivable dans une grande partie du monde voire partout !

Ces milliardaires survivalistes représentent à merveille l'égoïsme des élites qui continuent à faire des profits colossaux tout en connaissant les conséquences sur le climat. Face à cet individualisme, des mouvements, comme la collapsologie cofondée par Pablo Servigne, prônent l'entraide et la sobriété pour survivre à l'effondrement. Une stratégie qui pourrait bien être insuffisante si la "mégamachine" industrielle n'est pas arrêtée avant l'immense ravin du collapse.

Dans une récente étude, des spécialistes ont élu la Nouvelle Zélande comme l'endroit le plus sûr du monde en cas

d'effondrement. L'île possède d'importantes capacités de résilience grâce à ses grandes étendues de terres agricoles, une faible densité de population et un climat tempéré. Autres avantages, grâce à sa géographie, le pays peut utiliser l'énergie géothermique et hydroélectrique en cas de descente énergétique soudaine.

Mais cela, les ultrariches de la Silicon Valley le savent depuis de nombreuses années. Rien qu'en 2016, 13 000 riches américains ont demandé un permis de construire en Nouvelle Zélande. Le pays convoité par les milliardaires a dû restreindre par la loi sa vente de logements aux étrangers pour maîtriser la hausse du prix de l'immobilier.

Le patron de Y Combinator, Sam Altman, a même avoué qu'un avion est prêt à décoller en cas de crise majeure et à traverser les 10 000 kilomètres qui séparent la Californie de la Nouvelle Zélande. D'ailleurs, dans un garage à San Francisco, le milliardaire conserve une moto et des armes pour rejoindre rapidement son jet privé.

Julian Robertson, milliardaire et président d'un fond d'investissement californien, s'est installé près d'un lac voisin de Wakatipu. Une dizaine d'autres ultrariches américains sont également propriétaires de villas et complexes immobiliers dans la région. Plus au nord, James Cameron, le réalisateur de Titanic, et Bill Foley, un financier, ont acheté des villas sécurisées dans la région.

Dans les grandes plaines vertes de la Nouvelle Zélande, sept autres figures de la Silicon Valley ont acheté des bunkers ultra protégés à plus de trois mètres en dessous de la surface de la Terre et localisables uniquement par GPS. La société Terra Vivos, entreprise californienne, a déclaré qu'elle avait investi 8 millions d'euros pour un bunker en Nouvelle Zélande pouvant accueillir près de trois cents personnes.

D'autres milliardaires devraient suivre comme le cofondateur de Google, Larry Page, qui a obtenu le droit de résidence permanente en Nouvelle Zélande en début d'année 2021.

*Stratégika*

## Le réveil citoyen

Journal totalement indépendant

Face à la concentration des médias que certains considèrent comme une menace pour la liberté d'expression et la diversité des opinions, il est important de constituer un cinquième pouvoir, portant les revendications de la société civile et utilisant les canaux de diffusion du journalisme citoyen.

Vous pouvez contribuer au développement de ce journal

Nous contacter à l'adresse mail : [contact@lereveilcitoyen.fr](mailto:contact@lereveilcitoyen.fr)

site internet: [HTTPS://LEREVEILCITOYEN.FR](https://lereveilcitoyen.fr)

N° ISSN : 2741-7395

## L'affaire Benalla Tout ça pour ça ?



*Le procès d'Alexandre Benalla, ancien chargé de mission du président Emmanuel Macron dont les actes de violence envers des manifestants le 1er mai 2018 provoqua le premier scandale du quinquennat, s'est ouvert lundi au tribunal judiciaire de Paris.*

*Autant que les agissements d'Alexandre Benalla ce jour-là place de la Contrescarpe, à Paris, c'est l'absence de réaction de l'Elysée jusqu'à la publication par le journal Le Monde d'une vidéo permettant de l'identifier, six semaines après les faits, qui a gravement entaché la crédibilité du chef de l'Etat.*

*Même si Alexandre Benalla s'est jusqu'à présent efforcé de le dédouaner, les trois semaines de procès pourraient affecter une nouvelle fois l'image d'Emmanuel Macron alors que débute la campagne en vue de l'élection présidentielle de 2022.*

*L'« affaire Benalla », qui a déjà donné lieu à une commission d'enquête parlementaire, avait à l'époque soulevé la question du mode de gouvernance adopté par le tout nouveau président de la République, qui avait confié à son chargé de mission, issu de l'équipe de sécurité de son prédécesseur François Hollande, de vastes prérogatives dans ce domaine à l'Elysée.*

Des vidéos montrent cependant qu'Alexandre Benalla les avait outrepassées en molestant des manifestants en marge des défilés syndicaux du 1er mai 2018, auxquels il avait demandé à assister en tant qu'observateur au sein de l'appareil de sécurité, recevant pour cela un équipement policier dont il ne pouvait se prévaloir.

Poursuivi notamment pour « violences volontaires en réunion », Alexandre Benalla, 30 ans, doit répondre devant la justice de ses agissements sur la place de la Contrescarpe, où il avait brutalement pris à partie deux manifestants qui jetaient des projectiles sur les policiers – ils ont été condamnés pour leurs actes en 2019. Il risque jusqu'à sept ans de prison.

Il est également poursuivi pour avoir essayé de se dédouaner en exploitant des images de la Préfecture de police qui lui avaient été communiquées illégalement, ainsi que pour avoir continué, après son licenciement par l'Elysée à l'été 2018, d'utiliser des passeports diplomatiques auxquels il n'aurait plus dû avoir accès.

Présent lors de l'agression, Vincent Crase, un ancien salarié de La République en marche, le parti d'Emmanuel Macron, est également jugé à ses côtés, ainsi que deux gradés de la police.

Personnage haut en couleur, souvent provocateur, Alexandre Benalla a fait de nombreuses sorties médiatiques au moment de l'affaire et dans les mois qui ont suivi, notamment lorsqu'il a affirmé en décembre 2018 être resté en contact régulier avec Emmanuel Macron après son licenciement, contrairement à ce qu'affirmait l'Elysée.



Depuis ses débuts sur la scène internationale, la COVID-19 a radicalement bouleversé la manière de gouverner les pays, de vivre avec les autres et de participer à l'économie mondiale. « COVID-19 : la Grande réinitialisation » est un guide pour tous ceux qui veulent comprendre dans quelle mesure le nouveau coronavirus pourrait être source de perturbations et de souffrances, et quels changements sont nécessaires pour créer un monde plus inclusif, plus résilient et plus durable. Ce livre propose une analyse inquiétante et pourtant pleine d'espoir. La COVID-19, la plus grande crise de santé publique de ce siècle, a entraîné une catastrophe économique phénoménale et empiré les inégalités déjà présentes. Mais la force de l'être humain réside dans sa clairvoyance, son ingéniosité et, du moins dans une certaine mesure, sa capacité à prendre son destin en main et planifier un avenir meilleur. Ce livre nous montre par où commencer. Le Professeur Klaus Schwab est le fondateur et président du Forum Économique Mondial. Défenseur de la première heure du « capitalisme des parties prenantes », il est l'auteur de plusieurs ouvrages, y compris « La quatrième révolution industrielle ». Thierry Malleret est le directeur associé de Monthly Barometer, un service d'analyse prédictive succincte. Il a écrit plusieurs ouvrages économiques et articles universitaires et a publié quatre romans.

Amazon a décidé de ne plus publier ce livre, les auteurs ont fait le nécessaire pour le sortir version PDF en téléchargement (gratuitement sur notre site internet : <https://lereveilcitoyen.fr> )



## ***Euro numérique: «Vous n'aurez plus un euro sans que la BCE ne sache d'où il vient et l'usage que vous en faites»***

La BCE a décidé de lancer un projet d'euro numérique permettant aux gouvernements de suivre et de contrôler les dépenses d'une personne, parallèlement à la mise en place du pass sanitaire.

Décryptage d'Éric Verhaeghe, énarque et auteur du livre *Le Great Reset: mythes et réalités* (Éd. Culture & Racines), au micro de Rachel Marsden. «La Banque centrale européenne a décrété qu'au-delà de 3.000 euros stockés sur un compte en banque, elle imposera des pénalités», affirme Éric Verhaeghe en citant *Les Échos*.

L'objectif est de briser l'indépendance des gens, de les mettre en position de ne plus pouvoir échapper au contrôle étatique. C'est un projet totalitaire qui est en route. Le pass sanitaire est la première étape de ce système.

La consultation de la BCE, au printemps, sur le thème «Voulez-vous un euro numérique?», a généré plus de 8.000 réponses.

«À la suite de cette consultation, Christine Lagarde a déclaré réfléchir à la mise en place ou non de ce système. La logique de l'euro numérique sera que vous n'aurez plus un euro sur votre compte en banque sans que la Banque centrale européenne ne sache d'où il vient et l'usage que vous en faites. Cela pourra aussi permettre, par exemple, de désactiver la carte bancaire d'un individu s'il ne télécharge pas l'application StopCovid.»

le désordre mondial « Sputnik »

## ***Les robots qui détectent des « comportements sociaux indésirables »***

Singapour a testé des robots de patrouille qui font exploser des avertissements sur les personnes qui se livrent à un « comportement social indésirable », ajoutant à un arsenal de technologie de surveillance dans la ville-État étroitement contrôlée qui alimente les préoccupations en matière de vie privée.

Du grand nombre de caméras de vidéosurveillance aux essais de lampadaires équipés d'une technologie de reconnaissance faciale, Singapour voit une explosion d'outils pour suivre ses habitants.

Cela comprend un essai de trois semaines en septembre, au cours duquel deux robots ont été déployés pour patrouiller un lotissement et un centre commercial.

Les responsables ont longtemps poussé une vision d'une « nation intelligente » hyperefficace et axée sur la technologie, mais les militants disent que la vie privée est sacrifiée et que les gens ont peu de contrôle sur ce qu'il advient de leurs données.

Singapour est fréquemment critiqué pour avoir freiné les libertés civiles et les gens sont habitués à des contrôles stricts, mais il y a toujours un malaise croissant face à la technologie intrusive.

Les derniers dispositifs de surveillance du gouvernement sont des robots sur roues, avec sept caméras, qui émettent des avertissements au public et détectent des « comportements sociaux indésirables ».

Cela comprend le tabagisme dans les zones interdites, le stationnement incorrect des vélos et la violation des règles de distanciation sociale du coronavirus.

Lors d'une récente patrouille, l'un des robots « Xavier » s'est frayé un chemin à travers un lotissement et s'est arrêté devant un groupe de résidents âgés regardant un match d'échecs.

« S'il vous plaît, gardez une distance d'un mètre, veuillez rester à cinq personnes par groupe », a flammé une voix robotique, alors qu'une caméra au-dessus de la machine entraînait son regard sur eux.

*Singapour est le seul pays avec lequel la France a signé un partenariat en matière de technologies sécuritaires.*

## L'EFFONDREMENT A-T-IL ÉTÉ PLANIFIÉ?

Si l'on regarde tout ce qui s'est passé au cours de l'année et demie qui vient de s'écouler, cette phrase est particulièrement terrifiante. Est-il seulement possible que tout ce que nous avons vécu ait été planifié?

Je voudrais en préambule clarifier un point: je ne peux apporter aucune preuve de l'existence d'un tel plan, par exemple sous la forme de documents authentifiés. Mais après m'être intéressé, depuis dix-huit mois, à ce sujet de manière approfondie, je dois dire qu'il y a un nombre impressionnant de signes et d'indices qui vont dans cette direction. De ceux-ci et de leurs conséquences, je voudrais parler aujourd'hui.

D'absurdité en absurdité

La situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui est unique dans l'histoire de l'humanité. Jamais encore le monde entier n'a été soumis à un régime de contraintes comme celui qui règne aujourd'hui. Et jamais encore n'ont été prises autant de mesures qui paraissent à première vue si incompréhensibles, parfois si absurdes et à de nombreux égards si contradictoires.

Officiellement, nous avons, de mémoire d'homme, affaire à la plus grave crise sanitaire de l'histoire de l'humanité. Pourtant, les mesures qui ont été prises pour y faire face n'ont pas amélioré la situation, mais l'ont au contraire continuellement dégradée.

Tout médecin peut aujourd'hui confirmer que l'état de santé des gens, de la majorité des gens est aujourd'hui moins bon [pire] qu'il n'était avant la crise.

Et même du point de vue de ceux qui ont ordonné ces mesures, la situation est catastrophique. La quatrième vague qui prétendument nous menace, comme l'annonce de la nécessité des troisième puis quatrième puis cinquième injections, montrent bien que toutes les décisions prises jusqu'ici ont échoué à atteindre leur but, celui de contenir la maladie.

Mais ce n'est pas tout, loin s'en faut. Nous avons affaire désormais, dans la foulée des confinements, à une crise économique globale. Dans les moindres coins et recoins du monde, la production est comme suspendue, la logistique est à terre, les chaînes d'approvisionnement sont brisées, nous faisons face à de mauvaises récoltes, des pénuries alimentaires, et de surcroît, à un manque cruel de semi-conducteurs, si essentiels à des pans entiers de l'économie.

Mais dans ce domaine également, ce que nous voyons, c'est que l'on ne s'attaque pas aux problèmes pour les résoudre, mais qu'au contraire, par la prise de nouvelles mesures et la menace permanente de nouvelles restrictions, on les multiplie et les amplifie.

Dernier exemple en date: en Chine, un terminal du troisième plus grand port de fret du monde a été fermé à cause d'un

unique cas positif parmi les employés du port.

Ou bien encore la Nouvelle-Zélande: en Nouvelle-Zélande, la semaine dernière, on a confiné le plus sérieusement du monde 5 millions de gens parce qu'une seule personne de 58 ans a eu un résultat de test positif.

Une autre crise concerne les classes moyennes (Mittelstand), qui sont de loin les premiers employeurs à la surface du globe, et supportent en outre le gros de la pression fiscale.

Par une insécurité sans cesse attisée et de nouvelles réglementations qui surgissent en permanence, les classes moyennes se retrouvent acculées, plus fortement de semaine en semaine, et n'ont encore jamais été confrontées à une telle crise.

Mais même cela, ce n'est pas tout. Nous vivons actuellement une violente hausse de l'inflation pour le monde entier, en particulier pour ce qui concerne les matières premières, les prix à la production et les aliments. Et là encore, bizarrement, on ne fait rien pour contrecarrer cela, bien au contraire. On maintient la surabondance d'argent, et même on la renforce.

Les États et les banques centrales ont injecté 20 billions de dollars dans les circuits financiers mondiaux depuis le début de la crise, sans qu'on puisse voir la fin de ces agissements. Et le Fonds monétaire international, la plus puissante organisation financière au monde, libérera lundi prochain, pour 650 milliards, la plus grosse somme jamais sortie de sa propre monnaie, des droits de tirage spéciaux (DTS).

Et la situation sociale n'est pas meilleure. Un seul exemple: aux États-Unis, la première puissance économique mondiale, près de 4 millions de personnes sont menacées d'expulsion parce qu'elles sont incapables de payer leurs loyers ou de payer les traites de leurs emprunts. Aux États-Unis encore, plus de dix fois autant de personnes – j'insiste, il s'agit du pays le plus riche du monde – ne sont pas en mesure de se nourrir avec leur seul revenu.

Et ce que la destruction délibérée de l'économie et l'aggravation de l'inflation n'ont pas réussi à provoquer, les politiciens y sont parvenus: quel que soit le pays, une division au sein des populations comme nous n'en avons jamais connue.

Il faut encore y ajouter désormais, dans une certaine mesure comme un couronnement de tout cela, le changement de pouvoir, prémédité, provoqué par les États-Unis en Afghanistan. Là-bas, on a abandonné délibérément, pour 20 milliards de dollars US de matériel militaire, une armée de l'air complète et onze bases aériennes, ce qui va déclencher de manière absolument certaine la prochaine vague géante de réfugiés.

## COVID 19

### Près de 6 milliards d'euros, le coût faramineux des vaccins pour la Sécurité sociale en 2021

5,8 milliards d'euros. C'est, selon les chiffres communiqués par le gouvernement ce vendredi 24 septembre à l'occasion de la présentation du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2022, ce qu'auront coûté les vaccins contre la Covid-19 à l'Assurance maladie en 2021.

C'est beaucoup comparé à la provision qui avait initialement été fixée dans la précédente loi de financement pour 2021 : 1,5 milliard d'euros pour l'achat des vaccins et la campagne de vaccination comme le rappelle le rapport de la commission des comptes de la Sécurité sociale que Capital s'est procuré.

Mais c'était sans compter d'autres postes de dépenses, comme la rémunération des personnels au titre de leur engagement dans la campagne de vaccination contre la Covid-19. Pour rappel, au fur et à mesure des livraisons des doses et de la montée en charge de la vaccination, la liste des professionnels de santé autorisés à administrer le vaccin contre la Covid-19 s'est élargie.

Ainsi, comme les médecins, infirmiers et pharmaciens, les Français peuvent aussi se faire vacciner par des opticiens, des audioprothésistes, des diététiciens ou encore des assistants dentaires.

Dans le détail donc, la rémunération des personnels au titre de la campagne de vaccination a coûté à la Sécurité sociale 1,5 milliard d'euros dont 200 millions pour ceux ayant manipulé les seringues dans les établissements de santé.

Ces sommes s'ajoutent aux 4,3 milliards d'euros attribués à Santé publique France, dont une large partie a été consacrée à l'achat des vaccins – 2,5 milliards d'euros selon le rapport de la commission des comptes de la Sécurité sociale – et à l'organisation de la campagne vaccinale concernant le matériel et la logistique.

### Des chercheurs développent des laitues et des épinards génétiquement modifiés capables de produire des vaccins à ARN.

Plus besoin de piquouze, BigPharma vous vendra bientôt ses produits dans une salade César bourrées d'OGM, d'ARNm et de pesticides.

Le principe : envoyer du matériel génétique étranger dans les cellules végétales pour détourner la fonction des chloroplastes (qui sert aux plantes à faire la photosynthèse) pour leur faire produire les molécules qu'on désire...

Derrière les vaccins à ARN contre le Covid et les profits mirobolants qu'ils génèrent il y a l'énorme business des biotech, notamment les «alicaments» : ces plantes OGM sensées résoudre les problèmes écologiques et booster nos capacités physiques, physiologiques voire cognitives

Récemment, une équipe de scientifiques japonais a mis au point un vaccin comestible contre le choléra à base de riz génétiquement modifié

Les travaux d'experts en immunologie de l'Université de Tokyo viennent ainsi d'être publiés dans la revue scientifique The Lancet Microbe. Baptisé MucoRice-CTB, ce vaccin entend proposer une solution pour les régions du globe qui ne possèdent pas d'électricité.

Car si quatre types de vaccins contre le choléra existent sous la forme de gouttelettes à déposer sous la langue, ces solutions doivent tout de même être conservées à basse température. Or, de nombreuses zones géographiques touchées par le bacille responsable de cette maladie mortelle ne peuvent pas conserver ces vaccins de manière optimale. Le vaccin comestible présente ainsi l'avantage de se conserver à température ambiante.